

Soirée du 17 septembre 2002

Sécurité : « Quelle approche du monde contemporain ? »

Intervention : *Gilbert Achcar*,
Enseignant en Sciences politiques à l'Université Paris 8,
Collaborateur du « Monde Diplomatique ».

J

e voudrais partir de l'interrogation soulevée par Jacques Le Dauphin sur la signification du 11 septembre : Est-ce que le 11 septembre inaugure une ère nouvelle ? Je dirais à ce propos que le 11 septembre est certainement un événement marquant sur le plan historique, quant à l'évolution historique du rapport des Etats-Unis au reste du monde, mais je crois qu'il est important de souligner que c'est plus un catalyseur qu'un événement qui a engendré des politiques. C'est-à-dire que l'après-11 septembre n'est pas une réaction au 11 septembre, tel que c'est souvent présenté et même prétendu d'ailleurs par le gouvernement des Etats-Unis. Je crois plutôt que le 11 septembre est un événement qui a créé les conditions de l'accomplissement d'une politique qui, elle, se situe dans une double continuité historique que je vais essayer de décrire.

L'après-11 septembre n'est pas une réaction au 11 septembre, mais l'accomplissement de politiques qui se dessinent dans l'histoire longue et courte des Etats-Unis et qui trouvent dans le 11 septembre l'occasion idéale de leur accomplissement. Je crois que c'est ainsi qu'il faut comprendre le 11 septembre, dans cette double continuité, par rapport à l'histoire du « siècle américain », et aussi sur la durée plus courte de l'après-guerre froide, donc depuis la dernière décennie du XX^e siècle.

A l'échelle de ce siècle qui a été baptisé à juste titre « siècle américain », notamment à partir du milieu du XX^e siècle, l'événement 11 septembre crée les conditions de la finalisation de l'expansion impériale des Etats-Unis qui avait débuté à la fin du XIX^e siècle. La fin du XIX^e siècle a marqué une mutation dans l'histoire des Etats-Unis, le passage de l'expansion intérieure, de l'expansion directement territoriale aux dépens des populations autochtones ou du Mexique, à l'affirmation d'un projet impérialiste américain. Le terme « impérialiste » n'avait pas à l'époque la connotation qu'il prendra au XX^e siècle : c'était un terme dont se revendiquaient les partisans de ce type de politique, y compris aux Etats-Unis mêmes. Les partisans de « l'impérialisme » étaient les partisans d'une expansion à l'extérieur des frontières, de la participation à la course aux débouchés mondiaux, à la bataille pour le partage du monde. Les Etats-Unis rejoignent tardivement cette course ; ils sont un impérialisme jeune par rapport aux autres. Leur expansion impériale qui commence à la fin du XIX^e siècle, notamment avec la guerre contre l'Espagne, va se faire par étapes. Dans un premier temps, c'est l'environnement immédiat des Etats-Unis qui est concerné : les Caraïbes, et jusqu'aux Philippines dans le Pacifique. Il y a aussi, au début du XX^e siècle, l'affirmation par Théodore Roosevelt du droit de police des Etats-Unis sur l'Amérique latine. Cette proclamation d'hégémonie, d'un rôle de gendarme régional des Etats-Unis, sur leur arrière-cour latino-américaine date de cette époque, beaucoup plus que de la fameuse doctrine Monroe, qui n'avait pas exactement ce sens-là.

Il va falloir attendre la Deuxième Guerre mondiale, bien entendu, pour que les Etats-Unis passent de ce rôle de puissance impériale régionale à un rôle mondial. Entre les deux guerres mondiales, il y a eu repli isolationniste des Etats-Unis, au point que le Congrès a même refusé l'adhésion du pays à la Société des Nations, bien que le parrain de celle-ci ait été le président américain Wilson. Repli isolationniste qui se traduit aussi par le fait que le budget militaire américain tombe après la Première Guerre mondiale à un niveau tout à fait modeste par rapport aux moyens du pays. Ce n'est qu'avec la Deuxième Guerre mondiale que se consolide véritablement un empire mondial des Etats-Unis, mais c'est un empire qui partage le monde avec un autre empire. C'est l'époque de la bipolarité, de ce duopole à l'échelle mondiale constitué par les deux empires ou les deux Léviathans, américain et soviétique. La domination des Etats-Unis est devenue mondiale, mais c'est encore une domination partagée avec cette autre grande puissance qu'est l'Union soviétique. C'est ainsi que, de l'équilibre entre ces deux puissances impériales, a pu naître une marge d'autonomie, une marge de souveraineté relative de toute une série d'Etats, qu'ils soient du tiers-monde ou autres, comme l'illustre la politique de De Gaulle, par exemple. L'écroulement de l'Urss, la fin de la guerre froide, ouvrent la possibilité d'un parachèvement de la domination mondiale des Etats-Unis, par extension de cette domination au monde entier. Cela ne se fait pas immédiatement : il y a des résistances, des influences persistantes : la Russie maintient, ou tente de maintenir, par divers moyens sa domination, en tout cas là où elle le croit possible dans sa sphère d'influence, c'est-à-dire en gros, à l'exception des Républiques Baltes, les ex-Républiques de l'Union

soviétique. L'expansion des Etats-Unis, dans sa dimension militaire, semble encore s'arrêter à cette frontière, cette ligne rouge, que sont les frontières de l'ex-Union soviétique. Elle se limite, dans un premier temps, à l'Europe de l'Est.

Le 11 septembre va fournir l'occasion d'aller au-delà ; il va fournir l'occasion aux Etats-Unis de s'implanter militairement au sein de l'ex-Union soviétique - en plus de leur pénétration économique, qui, bien entendu, date de bien avant. Le 11 septembre va créer le contexte politique qui va permettre à l'administration américaine d'étendre sa présence militaire jusqu'en Asie centrale. Des bases sont en construction, des bases conçues - la presse américaine est formelle là-dessus - pour le long terme. Elles sont construites, aménagées en Ouzbékistan, et au Kirghizistan. On essaie de faire de même au Kazakhstan et au Tadjikistan, et les Etats-Unis ont poussé leur présence militaire jusqu'en Géorgie. Tout cela aurait été impensable, très difficile à concevoir avant le 11 septembre. L'administration américaine n'aurait jamais réussi à convaincre le Congrès ou l'opinion publique américaine du bien-fondé de ce type d'entreprise. Or le 11 septembre a créé les conditions idéales pour cela, et de ce point de vue-là, c'est un prétexte formidable. Washington s'est saisi de l'événement comme prétexte pour des guerres qui étaient dans les cartons, dans les plans du gouvernement des Etats-Unis en général et de cette administration en particulier. C'est tout à fait évident dans le cas de la guerre contre l'Irak : on sait que Bush, dans sa campagne électorale, avait déjà annoncé sa volonté d'en découdre avec le régime irakien.

Le 11 septembre n'est donc pas une cause qui engendre des politiques, mais plutôt l'événement qui crée les conditions de mise en œuvre de politiques conçues auparavant. L'explication de ces politiques par le pétrole pourrait apparaître comme relevant d'un matérialisme vulgaire, mais elle est, en l'occurrence, tout à fait réelle. Comme on le sait, l'administration Bush est étroitement liée aux intérêts pétroliers, et elle a la conscience aiguë du fait que ce XXI^e siècle sera à la fois le deuxième et le dernier siècle pétrolier, au sens où les réserves mondiales de pétrole doivent arriver à tarissement, selon les estimations les plus courantes, vers le milieu du siècle. Cette administration, qui a une conscience tout à fait aiguë de ce problème, sait que le facteur pétrole, à court et moyen terme, va devenir encore plus considérable, plus important, qu'il ne l'est aujourd'hui. De fait la carte des déploiements militaires, qui utilisent le 11 septembre comme prétexte, et des manigances politiques de cette administration, se superpose assez nettement à celle des grandes réserves d'hydrocarbures de la planète, ou des voies d'acheminement du pétrole. Cela s'applique aussi bien au Venezuela qu'à la Colombie, qu'à l'Asie centrale qui est une des régions les plus riches en hydrocarbures dans le monde, après le Golfe arabo-persique. Et bien entendu, cela s'applique aussi et surtout au deuxième pays mondial du point de vue des réserves pétrolières qu'est l'Irak.

Le fait que cette administration cherche aujourd'hui à renverser le régime irakien n'a strictement rien à voir avec le 11 septembre, ni avec une quelconque « menace terroriste » que représenterait l'Irak. Le marché pétrolier, qui jusqu'ici est caractérisé par un excédent de l'offre par rapport à la demande, s'accommodait très bien du maintien de la production irakienne à un niveau très en dessous du potentiel du pays. L'administration Bush sait que cette situation va devoir changer. Il va bientôt falloir rétablir la production irakienne à pleine capacité, et il faudra du temps à cette fin, pour reconstruire les infrastructures. Cela, cette administration estime que ce ne peut se faire que dans le cadre d'un Etat sous contrôle des Etats-Unis, avec remplacement de Saddam Hussein par un « Hamid Karzaï », à l'instar du président installé par eux-mêmes à Kaboul.

Il y a, en outre, achèvement de l'expansion impériale mondiale des Etats-Unis, c'est-à-dire qu'il n'y a plus de territoires dont d'autres puissances peuvent interdire l'accès militaire à Washington. Les Etats-Unis ne contrôlent pas encore Pékin, ni Moscou, mais ils contrôlent le reste du monde. La dernière ligne rouge, que représentaient les frontières de l'ex-Union soviétique, est tombée : cela sera confirmé très probablement au prochain sommet de l'Otan à Prague, en novembre, avec l'adhésion d'une ou plusieurs républiques Baltes. Le 11 septembre aura ainsi créé les conditions du parachèvement de la construction d'un empire mondial des Etats-Unis.

Sur le plan de la durée plus courte, dans l'histoire de l'après-guerre froide, il y a une continuité qui s'inscrit dans celle plus longue que l'on vient de décrire, mais qui a aussi ses spécificités par rapport aux choix et aux options de l'après-guerre froide. Le plus grand événement de l'histoire récente, toute personne sensée s'accordera pour le dire, c'est l'écroulement de l'Union soviétique. Ce tournant majeur, qui met fin à la guerre froide, place les Etats-Unis devant des choix, devant des options. Je tiens à souligner l'existence d'options pour expliquer que dans le cadre même de la rationalité du système capitaliste, on peut concevoir des politiques différentes, sinon on tombe dans l'idée que les choses ne peuvent être que comme elles sont, à moins de renverser le capitalisme.

Je crois qu'il y a plusieurs options possibles même dans le cadre d'une économie de marché, d'une économie capitaliste. Ces choix, les Etats-Unis les ont confrontés au sortir de la guerre froide. Ils se sont traduits par des débats au sein même de l'administration américaine. En particulier, sous le premier mandat de Clinton, il y a eu un débat assez fort entre deux visions concurrentes du réaménagement de la planète après la guerre froide. C'est là qu'on touche au problème de la sécurité, tel qu'il peut être posé dans le monde de l'après-guerre froide. Dans ce débat, on trouve, de la façon la plus claire, deux options opposées, qui sont, d'une part, celle du deuxième secrétaire à la

défense sous le premier mandat de Bill Clinton, William Perry, et d'autre part, celle du conseiller à la sécurité nationale, Anthony Lake, fortement conseillé par Brzezinski qui intervient comme son mentor. Dans la deuxième administration Clinton, Madeleine Albright prendra le relais de Lake, en tant que courroie de transmission des pressions politiques de Brzezinski sur cette administration démocrate (on sait que Brzezinski fait partie de la famille démocrate, ayant été le conseiller de Carter). Les termes du débat en question sont en gros les suivants : Perry a souligné le fait que la sécurité du monde de l'après-guerre froide dépend de l'évolution de pays comme la Russie et la Chine, et en particulier la Russie, étant donné l'énorme potentiel militaire dont elle continue à disposer malgré tout, ne serait-ce que sur le plan nucléaire. Perry considérait qu'une politique de sécurité bien comprise doit chercher à intégrer la Russie. Il pensait qu'il ne fallait pas humilier ce pays, mais au contraire agir pour son intégration à l'Occident : ne pas traiter la Russie comme le fut l'Allemagne au lendemain de la Première Guerre mondiale, mais plutôt comme le fut l'Allemagne de l'Ouest après 1945. Donc l'intégrer et non l'accabler. Perry plaidait pour que la priorité fut donnée à un plan Marshall - il a utilisé cette formule - pour la Russie, pour l'Europe de l'Est, et qu'une priorité bien comprise passe aussi par l'effort financier nécessaire pour aider à la reconversion de l'industrie russe, au démantèlement des têtes nucléaires russes, car la Russie n'a pas les moyens de le faire seule, en tout cas à une cadence satisfaisante. Pour ces mêmes raisons, Perry s'opposait à l'extension de l'Otan, qu'il considérait comme un acte de provocation, perçu comme tel du côté russe. Il se prononçait pour le maintien de l'Otan telle quelle, contre son élargissement.

En face, il y a eu l'autre option qui est celle de l'élargissement, un « enlargement » présenté comme l'extension de l'économie de marché et du libéralisme politique. Mais à l'examen du texte de Lake intitulé « De l'endigement à l'élargissement », on peut lire dans cette formule « l'élargissement » de la zone impériale des Etats-Unis, l'élargissement de l'empire américain à l'ensemble des zones qui jusque-là lui étaient interdites. Cette option l'emporte au cours du premier mandat Clinton, donc au début des années 1990 et sera confirmée au cours du second mandat. Loin d'une conception de la sécurité qui passerait par le développement économique et social, qui se rapprocherait de la conception de la sécurité qu'avait formulée en son temps Franklin Roosevelt, l'option qui l'emporte sous Clinton est une option de consolidation de la domination unipolaire des Etats-Unis. C'est le choix fondamental qui est fait, et qui va se traduire par le maintien d'un budget militaire d'un niveau de guerre froide, malgré une baisse certaine par rapport au pic atteint sous Reagan, qui était un pic absolu dans l'histoire américaine de l'après-1945. En dépit de cette baisse, due aux contraintes budgétaires, le budget militaire est maintenu quand même à un niveau qui correspond à la moyenne de la guerre froide et qui représente, à son point le plus bas, le tiers des dépenses militaires mondiales et l'équivalent de la somme des six budgets militaires suivants dans l'ordre de l'importance mondiale : Russie, Japon, France, Allemagne, Grande-Bretagne et Chine. L'expansion économique ayant résolu le problème du déséquilibre budgétaire, le budget militaire va de nouveau repartir à la hausse. Sous Clinton, dès 1998-99, est annoncée la première hausse à long terme du budget militaire américain depuis la fin de la guerre froide. C'est une hausse tout à fait conséquente : 112 milliards de dollars sur cinq années. En comparaison de cela, l'aide au développement est tout à fait dérisoire, par rapport aux moyens des Etats-Unis. Les Etats-Unis sont bons derniers, en effet, parmi les pays occidentaux, dans l'aide au développement comparée au PIB. Leur aide au développement est inférieure à 0,1% du PIB américain, alors que le seuil minimal accepté en principe par les puissances occidentales est de 0,7%.

Dans la comparaison entre ces chiffres, il y a tout un choix qui se trouve résumé, toute une politique qui est celle d'une Amérique qui donne la priorité absolue à sa surpuissance militaire, qui se construit comme hyperpuissance, pour reprendre la formule d'Hubert Védrine, et qui accroît sans cesse le fossé militaire qui la sépare du reste du monde. Et ceci à une vitesse vertigineuse puisque les Etats-Unis en sont déjà à 40% des dépenses militaires mondiales. Dans peu de temps, ils dépenseront à eux-seuls autant que le reste de la planète. Les Etats-Unis se construisent, pour reprendre une formule de Brzezinski, en « communauté encluse », à la manière de ces zones résidentielles ultra-riches que l'on trouve en Californie et dans d'autres régions des Etats-Unis qui ont leurs propres gardes, leurs propres systèmes de sécurité, en isolation paranoïaque par rapport à leur pourtour. Les Etats-Unis se construisent un peu comme cela, comme l'illustre le fameux projet de défense antimissile qui lui aussi n'a pas été inventé ou inauguré par Bush, mais a d'abord été proclamé par l'administration Clinton. C'est William Cohen, son dernier secrétaire à la défense, qui avait dit, le premier, que si les Russes n'acceptaient pas les conditions des Etats-Unis, ils abrogeront unilatéralement le traité ABM de limitation des défense antimissile.

Cette option fondamentale de l'après-guerre froide a un nom dans les écrits stratégiques des Etats-Unis, un nom couramment employé depuis le milieu des années 1990, c'est celui de « dominance ». Les documents officiels sont très clairs sur le fait que l'objectif de la stratégie américaine, c'est la dominance à l'échelle mondiale et le renforcement des avantages que les Américains appellent « asymétriques ». C'est le fossé militaire que les Etats-Unis creusent entre eux et le reste du monde. Ils savent pertinemment que leurs avantages asymétriques sont tels que quiconque veut s'opposer ou porter un coup aux Etats-Unis n'a d'autre recours que de chercher d'autres « moyens

asymétriques », c'est-à-dire de chercher à frapper les points faibles des Etats-Unis, leurs points les plus vulnérables. Et bien entendu, le flanc le plus vulnérable de la puissance américaine, c'est la population civile. Et il est évident que quels que soient les projets sécuritaires fortement paranoïaques qui sont en train d'être montés sous cette administration, il est impossible d'empêcher des actions terroristes dans un pays de la taille des Etats-Unis. C'est absolument illusoire, quand on pense qu'avant le 11 septembre, les cibles des attentats terroristes ont été les objectifs les mieux protégés qui soient, des ambassades américaines, des baraquements militaires américains, comme en Arabie Saoudite par exemple, et même un destroyer. Jamais la population civile américaine ne pourra être protégée au même degré que ces objectifs là. Les administrations américaines successives savent parfaitement, depuis plusieurs années, que c'est le prix inévitable de leur option de dominance à l'échelle mondiale, d'hégémonie mondiale unipolaire. Ce prix-là, ils l'ont très sereinement accepté. Ils ont peut-être été surpris par la forme ou l'ingéniosité du 11 septembre, mais ils n'ont absolument pas été surpris par le fait même d'avoir été frappé. Cela, ils s'y attendaient depuis longtemps.

Cette politique générale s'insère dans la dérégulation de l'économie mondiale entamée depuis les années 1980, depuis l'époque Reagan, qui crée elle-même un terreau favorable à des délinquances, à des formes diverses de violence à l'échelle mondiale. Un article récent de Noam Chomsky, publié dans *Le Monde*, cite un général israélien qui expliquait que « pour éliminer les moustiques, le seul moyen efficace est d'assécher le marécage ». C'est un général bien intentionné qui voulait dire ainsi que ce n'est pas par le tout-militaire, le tout-sécuritaire à la manière de Sharon, qu'on peut mettre fin au « terrorisme », mais qu'il convient de s'attaquer aux sources politiques, sociales, etc., de la violence. Il se trouve cependant que la formule du « marécage » est une formule de prédilection de l'administration Bush - sauf qu'elle l'a utilisée dans un sens complètement différent. Pour elle, « assécher le marécage », c'est ce que les Etats-Unis ont fait en Afghanistan, en tentant de détruire les « bases terroristes ». La politique que traduit cette interprétation ne peut qu'engendrer encore plus de violence, encore plus de terrorisme et nourrir une situation dont les populations civiles seront toujours les principales victimes.